

## **Ritika Goel**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

En tant que fournisseurs de soins de santé, nous croyons qu'il est important de reconnaître le rôle de leadership que jouent les gouvernements et les collectivités, qui doivent travailler ensemble afin d'améliorer la croissance économique et la productivité. Le rôle de leadership du gouvernement est essentiel pour maintenir et rehausser les avantages qu'offre le Canada en tant que destination de choix pour les immigrants et les investisseurs privés, du fait de notre régime de santé public et de la qualité de vie supérieure émanant du fédéralisme coopératif, dans lequel les inégalités au chapitre des ressources sont atténuées grâce au financement des programmes sociaux et du développement et de l'entretien de l'infrastructure. Comme contribuables, nous savons qu'il n'y a qu'un payeur, qui alimente les coffres du gouvernement fédéral, des provinces ou des territoires. Bien que la prestation doive continuer à être assumée par la province, le seul moyen réaliste de maintenir l'équité dans l'ensemble du pays est de pouvoir compter sur un leadership fédéral fort, qui se concentrera sur les pratiques prometteuses, les soins de santé, la promotion de la santé, le développement communautaire et le développement des entreprises, et sera chargé de faire appliquer les normes d'observation minimales de la *Loi canadienne sur la santé* — un élément essentiel pour maintenir la compétitivité du Canada et protéger les Canadiens contre les caprices des perturbations économiques mondiales.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

La vigueur de l'économie canadienne étant incertaine, les Canadiens dépendent de plus en plus du gouvernement fédéral pour assurer la stabilité du pays. Au Canada, la pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée explique souvent les obstacles à la croissance économique future. Selon les experts, les travailleurs hautement qualifiés, dans plusieurs secteurs de l'économie, se feront de plus en plus rares, ce qui aggravera les pénuries actuelles, déjà sévères. La présente génération de travailleurs arrive à la retraite; la prestation des soins aux membres de la famille qui avancent en âge, qui ne bénéficient pas d'un soutien adéquat, est un sujet de préoccupation croissant. Les ressources humaines en santé représentent près de 10 p. 100 de la main-d'œuvre actuelle, ce qui inclut un nombre grandissant d'industries de la santé. C'est pourquoi le secteur des ressources humaines en santé est primordial pour la santé de l'économie canadienne. Nous recommandons de moderniser la prestation des soins de santé et des soins communautaires à l'aide d'investissements ciblés dans les soins à domicile et les soins de longue durée. Cela encouragera nos travailleurs de la santé hautement qualifiés à continuer à travailler. Cela libérera les membres de la famille de la nécessité de donner certains soins complexes. Ceux-ci pourront ainsi continuer à contribuer efficacement à l'économie. De plus, investir dans l'enseignement supérieur et la formation des jeunes est essentiel pour maintenir la croissance économique. Dans les

derniers budgets, certaines mesures importantes ont été adoptées afin d'appuyer l'enseignement technique, mais ces mesures doivent être étendues. La vie de plusieurs jeunes est finie, au sens figuré comme au sens propre, parce que les jeunes ne reçoivent pas la formation adéquate pour s'intégrer au marché du travail actuel. En mettant l'accent sur l'éducation dans les secteurs de la société les plus vulnérables, comme les jeunes Autochtones et les jeunes qui vivent dans la pauvreté, on sera en mesure de réduire la charge qui pèse sur les soutiens sociaux, tout en établissant une main-d'œuvre canadienne stable, capable de répondre aux demandes d'une économie en croissance, qui subit des pénuries aiguës de travailleurs.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Même si notre population compte aujourd'hui un plus grand nombre de personnes âgées qu'il y a 50 ans – un phénomène qui s'explique en grande partie par la baisse du taux de natalité – la plupart des Canadiens âgés sont en excellente santé et capables de soutenir la productivité économique et la solidarité sociale. Le fardeau de la maladie ne se limite pas aux personnes âgées; il sera de plus en plus un problème, si nous n'établissons pas de mesures sérieuses et soutenues – qui reviennent traditionnellement au gouvernement fédéral – afin de tenir compte des facteurs qui contribuent aux maladies chroniques évitables, au moyen de la promotion constante d'un mode de vie sain et un contrôle rigoureux de la qualité des aliments et des médicaments. Le Canada est un pays d'immigrants, et nous continuerons de dépendre de l'immigration, tant pour répondre aux pénuries de main-d'œuvre continues que pour équilibrer le profil démographique. Les travailleurs temporaires saisonniers constituent l'une des solutions à court terme, mais nous devons faire plus pour la population actuelle et les nouveaux arrivants, si nous décidons de nous engager à mettre en place une stratégie exhaustive en matière d'immigration, qui reconnaît l'importance de créer un programme d'établissement des immigrants plus complet, accompagné de mesures de transition ciblées et de perfectionnement des études au Canada, afin d'accroître l'efficacité des immigrants dans leur milieu de travail. Une fois que nous aurons investi pour préparer les nouveaux arrivants à contribuer harmonieusement à notre économie, il faudra continuer à les intégrer dans nos collectivités, ce qui signifie qu'ils auront les mêmes responsabilités et les mêmes droits que tous les Canadiens. La disparité entre les emplois disponibles et les chercheurs d'emploi vient en grande partie des compétences que requiert une économie moderne, comparativement aux emplois offerts aux employés mis à pied. Un gouvernement visionnaire doit mettre l'accent sur l'enseignement supérieur pour tous, et sur l'éducation permanente pour les travailleurs dont les compétences sont devenues obsolètes.

### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Notre système de soins de santé subventionné par l'État peut grandement bénéficier du rôle de leadership du gouvernement fédéral pour ce qui est des mesures à prendre pour améliorer la productivité et l'efficacité. Pour ce faire, il faut étendre le champ d'activité des fournisseurs de santé, de façon à ce que chacun d'eux utilise tout son potentiel dans l'exercice de sa profession. Cela signifie recourir aux infirmières praticiennes pour prodiguer les soins primaires, autoriser les pharmaciens à donner des conseils relatifs à la santé et utiliser des modèles interdisciplinaires. Même si les provinces abordent différemment ces questions, le rôle de leadership du gouvernement fédéral par rapport à l'expansion du champ d'activité nous permettra de mettre en commun ces idées dans les autres

provinces. Le précédent Accord sur la santé est l'illustration du rôle majeur du gouvernement fédéral, en ce qui concerne la mise en place de priorités devant être réalisées conjointement par les provinces et les territoires. De cette collaboration est née l'Initiative nationale de réduction des temps d'attente, qui s'est avérée extrêmement profitable à chaque province et territoire. En Ontario, la stratégie sur les temps d'attente, qui s'appuyait sur la théorie des files d'attente dans le cas de certaines interventions, a amélioré grandement la situation. En outre, le rendement peut être amélioré grâce à l'encouragement à innover dans notre système de soins de santé financé par l'État. Parmi ces innovations, mentionnons les modèles de soins partagés, qui permettent aux spécialistes et aux médecins de famille de communiquer et de maximiser les capacités de chacun, comme cela se fait à Hamilton. Bien que ces innovations soient mises en place à l'échelle locale, il est important que le gouvernement fédéral prenne des mesures pour appuyer des initiatives de ce genre, tout en diffusant les nouvelles idées dans les provinces et les territoires, dans le but d'accroître la productivité et d'encourager les efforts concertés.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Les personnes qui éprouvent le plus de difficultés sont celles qui vivent dans la pauvreté, et celles qui ont peu d'instruction et de perspectives d'emploi. Les politiques gouvernementales ont accentué le fossé de l'équité dans la société canadienne. Il faut réduire ce fossé, qui mène à des problèmes de santé physique et mentale, à l'aliénation et à la violence. Ce qu'il nous faut, c'est une stratégie de réduction de la pauvreté nationale bien conçue et intégrée. Cette stratégie doit comporter, sans s'y limiter, les éléments suivants. Nous tenons à mentionner que certaines des approches suggérées ne feront pas que contribuer à la réduction de la pauvreté. Elles contribueront également à améliorer la création d'emplois. Avec un programme national de logement subventionné, on pourrait atténuer, voire éliminer les problèmes de l'itinérance et du mal-logement. Ces problèmes ont un énorme impact sur les disparités en matière de santé, lesquelles sont extrêmement aiguës selon la catégorie de revenu. • Transferts adéquats aux provinces afin de s'assurer de la disponibilité de fonds pour procurer un revenu satisfaisant aux assistés sociaux, aux personnes handicapées et à d'autres personnes qui reçoivent de l'assistance sociale. Des mesures comme celles-là sont susceptibles d'avoir des répercussions majeures sur les niveaux de revenu de plus en plus bas dans la société canadienne. • Renverser la décision du gouvernement fédéral de réduire le financement des soins de santé et de retirer au fédéral le rôle de surveillance à l'égard de l'application de normes de soins élevées et uniformes dans l'ensemble du Canada. Les avantages découlant des innovations dans le domaine de la santé réalisées à ce jour sont énormes, et ils continueront sûrement de l'être. Associer les dépenses de santé à la croissance du PIB n'a pas plus de sens qu'associer la technologie de l'information à la croissance du PIB – les investissements doivent être calculés en fonction de leur rendement. La santé est un déterminant clé du bien-être; les déterminants sociaux de la santé étant d'une importance capitale, il est essentiel de s'assurer que la prestation des soins est de grande qualité et équitable. La décision du gouvernement fédéral d'abandonner son rôle par rapport aux soins de santé aggraverait sûrement les inégalités sociales au Canada. Dans les soins de santé, il y a déjà de graves inégalités quant à l'accès aux médicaments d'ordonnance et en vente libre. Plusieurs Canadiens ne peuvent acheter leurs médicaments parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Il a été démontré clairement qu'un programme national d'assurance-médicaments serait, non seulement profitable, mais il apporterait des avantages d'efficacité.